



100 % EN VISIOCONFÉRENCES

13^e COLLOQUE NATIONAL

Les politiques vieillesse

20 JANVIER 2021

www.fnadepa.com



Discours de Jean-Pierre Riso, président de la FNADEPA

Madame Brigitte Bourguignon,
ministre déléguée auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargée de l'Autonomie,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Au nom des membres du Bureau et d'Annabelle Vêques, directrice de la FNADEPA, je vous souhaite la bienvenue à ce 13^e Colloque national sur les Politiques Vieillesse.

Bien sûr, nous aurions préféré pouvoir nous retrouver, comme de tradition, à l'espace Reuilly à Paris ! Mais la crise sanitaire en a encore décidé autrement.

Nous espérons donc connaître cette joie des retrouvailles les 3 et 4 juin prochains en Corse lors de notre 36^e Congrès national !

En attendant, il me revient le plaisir d'ouvrir ce colloque par le truchement de vos écrans. Soyez rassurés pour cette première intervention, je vais être bref car je reprendrai la parole à 10 heures.

Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter du fond du cœur, une bonne année 2021. Espérons que celle-ci nous apporte, dans les mois à venir, une sérénité retrouvée et, enfin, des avancées tant attendues ! Justement, à ce propos, j'ai l'honneur d'accueillir à notre tribune, Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée, chargée de l'Autonomie que je remercie très chaleureusement d'être parmi nous aujourd'hui.

Madame la Ministre, je ne vais pas vous dresser un tableau détaillé de la situation sur le terrain : vous la connaissez, et la FNADEPA vous en fait part très régulièrement. Je veux saluer ici la qualité et la proximité des échanges que nous avons avec vous et votre cabinet depuis votre arrivée.

Vous savez combien notre dispositif d'accompagnement était déjà à bout de souffle avant la pandémie. Vous savez quel lourd tribut paient nos aînés face au Covid. Vous savez combien nos professionnels se mobilisent depuis des mois de manière exemplaire et comme ils sont épuisés.

Madame la Ministre, nous attendons tous la réforme du grand âge qui nous a été promise par le président de la République.

Or, vous nous avez appris, il y a quelques jours, que la présentation de la loi Grand âge et Autonomie serait repoussée après la crise sanitaire. Madame la Ministre, qu'en est-il ? Peut-on encore espérer une réforme ambitieuse des politiques du Grand âge en 2021 dont cette loi serait le symbole ?

[...]

Mesdames et messieurs,
Chers collègues,

Après cette courte pause qui nous a permis de raccompagner Mme la Ministre, je reprends la parole pour la 2^e fois de la journée. Tout d'abord, permettez-moi de me répéter et de souhaiter la bienvenue et une bonne année à tous ceux d'entre vous qui nous ont rejoints depuis une demi-heure.

Je vous remercie de nous suivre dans cette aventure d'un colloque en numérique. Vous êtes en effet plus de 130 inscrits à cette édition si particulière. Particulière pour une double raison.

D'abord, parce qu'elle s'inscrit, comme notre dernier congrès, dans ce « monde Covid », qui nous limite aux réunions Zoom, aux échanges WhatsApp et aux points Teams...

Ensuite, parce que, jamais, nous n'avons été dans une situation aussi tendue dans nos établissements et services. Je vois d'ailleurs dans votre participation aujourd'hui le signe de votre fidélité aux événements de la FNADEPA, mais aussi — et surtout, votre attente ardente d'une réforme qui n'en finit pas de venir...

Rappelez-vous, en 2018, les personnels des établissements et services pour personnes âgées — certains d'entre vous se reconnaîtront — menaient plusieurs mouvements sociaux inédits pour réclamer d'urgence, un autre modèle d'accompagnement du Grand âge. S'en suivirent pléthore de rapports qui faisaient tous le constat d'un dispositif d'accompagnement à bout de souffle. Et tous présentaient des propositions fortes et structurantes posant les jalons de politiques publiques modernes et robustes à destination de nos aînés. « La réforme du Grand âge est une priorité absolue pour 2020 » nous disait Agnès Buzyn, alors ministre des Solidarités et de la Santé, en décembre 2019.

En janvier 2020, la FNADEPA lançait un grand plan d'action à l'occasion de son 12^e Colloque national en alertant les élus de proximité, et via une campagne sur les réseaux sociaux intitulée « Stop au bla bla, faites notre loi ! », campagne qui a été formidablement reprise !

Je profite d'ailleurs de cet instant pour remercier tout particulièrement tous nos adhérents qui s'en sont emparés avec ardeur. En effet, six petites semaines plus tard, nous avons déjà plus de 300 photos avec des résidents, des familles, des bénévoles, des aides-soignants, des infirmiers, des cuisiniers, des directeurs : tous brandissaient le panneau « Stop au bla bla, faites notre loi ». Sur les réseaux sociaux et dans la presse, ces images ont été largement reprises. En parallèle, les rencontres politiques se sont multipliées : avec les parlementaires sur le terrain, grâce à la mobilisation des présidents des FNADEPA départementales et régionales, avec les représentants des collectivités territoriales et du Parlement au niveau national. Encore une fois, le consensus était général quant à l'urgence d'une réforme sur le grand âge et notre action avait porté ses fruits !

Le lancement de tout cela, c'était pile il y a un an et 4 jours.

Cela vous paraît s'être déroulé il y a un siècle ? Nous aussi... Car voilà, quelques petites semaines après, le coup de massue. L'imprévisible. Le chaos. Le 11 janvier 2020, la Chine déclare le 1^{er} décès officiel « Covid ». Un an après, la pandémie a fait presque 2 millions de morts dans le monde, dont 68 000 en France et 28 000 parmi les résidents d'établissements pour personnes âgées.

Mesdames et Messieurs,

Je ne vais bien évidemment pas retracer ici la chronologie de la crise sanitaire.

Vous, cette crise sanitaire, vous la vivez encore au quotidien. En mars dernier, je vous exhortais à avoir du courage car nous entamions un marathon. Je n'imaginai pas — comme personne d'ailleurs — qu'il faudrait finalement enchaîner plusieurs marathons ! Quant au courage... « *J'ai appris que le courage n'est pas l'absence de peur, mais la capacité de la vaincre* », disait Nelson Mandela. Nous avons tous encore cette peur de voir entrer le Covid dans nos établissements et services, mais nous nous battons pour protéger au mieux les personnes âgées et nos équipes. Et si l'on sait compter les vies perdues, on ne compte pas assez les vies sauvées. Un immense BRAVO à vous tous, pour votre engagement sans faille et votre volonté de ne jamais renoncer car le chemin vers la liberté est encore long !

Passé la sidération des premiers jours, notre secteur s'est lancé en effet dans un combat sans armes.

Y a-t-il eu de l'impréparation ? Oui. Des dysfonctionnements ? Oui. Des cafouillages ? Oui.

Certes, nul n'était préparé à affronter un virus inconnu et d'une telle virulence.

Certes, la mobilisation a été nationale.

Certes, il a fallu attendre que le virus soit mieux connu et mieux identifié pour adapter la réponse sanitaire.

Mais je n'oublie pas pour autant — pas plus que vous tous — qu'il a fallu attendre fin mars pour avoir les premières livraisons massives de masques au sein des Ehpad.

Je n'écarte pas non plus le déploiement au compte-goutte des tests au printemps.

Je n'occulte pas non plus les décalages entre les annonces et la réalité du terrain tels que le rétablissement des visites annoncé un dimanche soir à la télé pour le lendemain matin, et ce, sans aucune information préalable auprès des professionnels.

Je ne néglige pas la différence cruciale de traitement entre les Ehpad, sur lesquels sont braqués tous les projecteurs, politiques comme médiatiques, et les autres structures : les résidences autonomie, les résidences services et les services à domicile (SAAD et SSIAD) notamment pour lesquels la FNADEPA se bat aussi avec la plus grande obstination.

Je ne méconnais pas, enfin, les difficultés inhérentes à la campagne de vaccination naissante au sein des Ehpad. Gageons que très vite, grâce à l'implication de tous, cette arme supplémentaire de lutte contre le virus se déploiera de manière efficace auprès de celles et ceux qui en auront manifesté le consentement.

Chers amis,

Face à une pandémie d'une violence inédite, c'est le monde entier qui a été déstabilisé, qui a dû s'adapter. Notre pays, notre système de santé, nos établissements et services pour personnes âgées, nous tous.

Cette crise sanitaire a exacerbé et accéléré les tensions que nous dénonçons depuis des années : les difficultés de recrutement, le manque de moyens humains et financiers, les cloisonnements entre établissements et domicile, entre sanitaire et médico-social, les limites d'une gouvernance locale complexe...

Aujourd'hui, après plus de 70 protocoles, et 10 mois de crise sanitaire, nos établissements et services sont entrés dans une quasi-routine « Covid ». Leur formidable capacité d'adaptation et d'organisation a permis de véritables tours de force.

Car cette crise terrible nous a aussi permis d'innover, de capitaliser sur nos forces. Elle a également permis des avancées réclamées de longue date. Et c'est heureux !

Sur le terrain, nous avons vu naître çà et là des collaborations efficaces entre l'hôpital et le médico-social, avec de vraies logiques de partenariat. De belles solidarités se sont créées entre domicile et établissements. Des initiatives que vous avez portées et qui sont venues s'ajouter à celles conduites au sein même de vos établissements et services.

Malgré la crise, notre engagement reste intact, voire même renforcé ! Renforcé par la solidarité des équipes et par leur volonté inébranlable de protéger nos aînés du virus et de maintenir autour d'eux une qualité dans l'accompagnement surfant sur cette fragile ligne de crête entre liberté et sécurité !

Mais pour combien de temps encore ? Et à quel prix ? Les professionnels sont tous éreintés, usés, parfois démoralisés. Jamais le doute n'a atteint aussi fortement nos établissements et services. Jamais les tensions en termes de ressources humaines n'ont été aussi importantes.

À plusieurs reprises, nous avons pointé la manifestation d'une réelle volonté de réforme du Grand âge. La création d'un portefeuille ministériel dédié à l'Autonomie a fait naître bien des espoirs. Le Ségur de la Santé et la création de la 5^e branche ont constitué des avancées historiques. Ceci d'autant plus que s'y sont ajoutés la prime Covid, les financements exceptionnels de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, les divers dispositifs d'urgence de renforts humains, jusqu'à la campagne de recrutement lancée à la rentrée.

Oui, mais... À chaque médaille son revers.

La prime Covid crée des injustices flagrantes : les résidences autonomie sans forfait soins en sont toujours exclues et son versement aux SAAD souffre de graves inégalités territoriales. Franchement, que répondre à une aide à domicile qui a reçu 4 € de prime Covid ? 4 € !! À ce niveau, la prime est perçue comme une provocation.

Quant au Ségur de la Santé, il engendre une concurrence malsaine entre les établissements selon les statuts. Sa transposition au secteur associatif est loin d'être évidente. Et il ne concerne, là encore, toujours pas les résidences autonomie, pas plus que les SAAD et les SSIAD.

La 5^e branche, pour sa part, est encore très embryonnaire. Et, si elle semble ouvrir de nombreuses perspectives, encore faut-il que son financement soit à la mesure de ses ambitions. La FNADEPA, via sa contribution aux riches travaux de la CNSA, entend porter vos légitimes attentes.

Enfin, si la loi de financement de la sécurité sociale flèche exceptionnellement 2 milliards vers notre secteur, les 3/4 de cette enveloppe sont consacrés à la transposition du Ségur. Elle n'apporte pas plus de personnel, pas plus de moyens nouveaux, pas plus de transformation du modèle, pas plus d'espoirs d'un meilleur accompagnement de nos aînés.

Mesdames et messieurs, Chers amis,

Depuis des années, nous réclamons une loi Grand âge et Autonomie ambitieuse. Désormais, elle n'est plus urgente, elle devient « vitale ». Que la crise sanitaire l'ait repoussée, soit ; mais qu'elle la relègue sine die serait intolérable.

En septembre dernier — il y a tout juste 4 mois — le président de la République réitérait son engagement de présenter le projet de loi Grand âge et Autonomie « dès le début de l'année prochaine ». Nous y sommes. Et voilà que, depuis la semaine dernière, le projet de loi a disparu des priorités gouvernementales. Malgré les engagements, malgré le Covid, malgré les décès.

À la FNADEPA, nous refusons de baisser les bras. Nous refusons de faire le dos rond en espérant des jours meilleurs. Nous refusons de voir s'épuiser nos professionnels, nos collègues qui s'investissent au quotidien pour protéger les personnes âgées et leur assurer un accompagnement digne. Nous refusons de voir notre population vieillir dans une société inadaptée au vieillissement. Nous nous battons toujours pour donner plus de vie à leurs jours.

Jusqu'où doit-on aller pour faire entendre l'extrême urgence ? Les semaines qui viennent nous permettront de répondre à cette question. Nous ne céderons pas !

Depuis la rentrée, la FNADEPA et son réseau départemental et régional multiplie les rencontres avec les parlementaires. Députés et sénateurs sont unanimes : la réforme du Grand âge ne peut plus attendre.

Au cœur de cette réforme d'ampleur, la loi est un guide, une inspiration et un symbole.

Elle doit constituer le socle de la grande transformation du modèle d'accompagnement de nos aînés : en donnant plus de moyens humains, techniques et technologiques aux directeurs et directrices d'établissements et services ; en favorisant la juste reconnaissance de tous ; en redonnant du souffle à l'innovation et à la liberté d'action ; en modernisant la gouvernance locale du secteur dans la lignée d'un pilotage national ambitieux porté par la CNSA ; en favorisant l'expression de la pleine et entière citoyenneté de chacun ; en assurant un financement pérenne reposant sur la solidarité nationale, mais n'excluant pas un recours à des sources de financements complémentaires diversifiées et protéiformes ; en valorisant la vieillesse au regard de nos citoyens pour une société bienveillante.

Pour autant, la loi n'est pas tout. Car d'autres vecteurs peuvent aussi être utilisés pour réformer le Grand âge et illustrer nos ambitions communes. La montée en puissance de la 5^e branche en est une et elle est prometteuse. D'autres existent et nous saurons être des acteurs constructifs et exigeants à l'égard des pouvoirs publics ici et sur tous les territoires de la République.

Mais effacer pour longtemps une loi tant attendue serait un ultime camouflet pour notre secteur et nos professionnels. Pour nos aînés d'aujourd'hui et de demain.

Mesdames et messieurs,

L'année dernière, j'invitais le gouvernement « à transformer l'essai ». Cette année, je l'exhorte à le faire.

La FNADEPA et son réseau sont prêts à se jeter dans la mêlée. Ça tombe bien, nous avons déjà retroussé nos manches depuis des mois face au Covid. Dès que ce combat-là s'apaisera — bientôt, nous restons confiants — vous pouvez compter sur la FNADEPA pour mobiliser toutes les énergies et obtenir des mesures concrètes et pérennes pour le Grand âge.

Pour conclure, je tiens à remercier Annabelle et son équipe ainsi que tous les intervenants qui nous font l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui.

Je vous remercie de votre attention et je laisse la parole à Valérie Lespez qui va nous accompagner tout au long de la matinée.

Jean-Pierre Riso
Président de la FNADEPA